

LA VIGIE

Journal de démocratie sociale
DES ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON



ABONNEMENTS

Saint-Pierre — un an . . . 9 fr. 00
Union postale. — un an . . . 12 fr. 00

Direction Saint-Pierre

Rue JACQUES-CARTIER

INSERTIONS

Une à six lignes. 3 fr. 6
Réclames 0 fr. 50
Faits divers 1 fr. 00

Enfin !

La question des écoles libres est enfin résolue et l'on peut considérer l'ouverture du Collège St-Christophe comme imminente.

C'est bien qui finit bien ! disions-nous. Nous voudrions croire qu'on y a réellement de la bonne volonté, mais elle n'est pas précisément ce qui ressort de l'arrêt. Il n'a pas fallu moins de quatre mois pour élaborer l'arrêt que nous publions, et pendant ce temps, les écoles de l'établissement, préférant la sécurité de l'ancien régime à la liberté de l'avenir, ont continué de perdre une année de plus.

Si simple ?... Pour nous peut-être, mais pas pour ceux qui aiment à s'intituler si fièrement « nos Maîtres ». Pour eux, en effet, c'était une question capitale. Il fallait avant tout, protéger les écoles laïques contre la concurrence que ne manqueraient de leur faire les écoles libres, concurrence qui pourrait bien n'être pas, qui certainement même ne serait pas à leur avantage.

Après avoir donc sué pendant quatre mois ils ont fini par accoucher de ce fameux article VIII qu'on lira plus loin et qui défend au Directeur du Collège d'accepter des enfants âgés de moins de 10 ans.

Autant valait dire tout simplement : « votre Collège nous fait peur ; nos instituteurs sont incapables de rivaliser avec les vôtres. Pour leur conserver des élèves nous ne voyons pas d'autre moyen que d'interdire purement et simplement l'entrée de vos écoles à la grande majorité des enfants ».

Voilà ce que signifie cet article 8. Faut-il tout de même qu'ils aient conscience de leur infériorité pour en arriver à prendre de semblables mesures ! Et comment des instituteurs qui se respectent peuvent-ils accepter une pareille humiliation !

Voici le « Morceau », dans son entier :

N° 100. — ARRÊTÉ réglementant l'enseignement secondaire privé aux Iles St-Pierre et Miquelon.

L'Administrateur des Établissements de St-Pierre et Miquelon.

Vu l'ordonnance organique du 18 septembre 1844, ensemble les décrets des 4 février et 15 avril 1906 réorganisant l'administration des Établissements de St Pierre et Miquelon, promulgués dans la colonie par arrêté du 11 mai 1906.

Vu l'arrêté du 12 août 1903, portant réorganisation de l'Instruction publique aux Iles St-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret du 15 août 1903, relatif à l'enseignement privé dans la colonie, le dit décret promulgué dans les établissements de St-Pierre et Miquelon, par arrêté en date du 24 août 1903 ;

Vu l'arrêté du 5 février 1903, nommant une Commission chargée de préparer un règlement relatif à l'enseignement secondaire dans la Colonie ;

Vu les procès-verbaux de la Commission sus-visée, en date des 12 et 15 février 1903 ;

Vu les procès-verbaux des séances des 22 et 25 février 1903, du Conseil de l'Instruction publique ;

Vu la délibération du Conseil d'administration dans sa séance du 27 février 1903 ;

Vu le câblogramme n° 32, du 4 avril 1903, du Ministre des colonies ;

Sauf ratification ultérieure en Conseil d'Administration,

Arrête :

Article 1^{er}. — Aucun établissement privé d'enseignement secondaire ne peut être ouvert sans l'autorisation expresse du Chef de la colonie, conformément à l'article 19 de l'ordonnance organique du 18 septembre 1844.

L'autorisation sera accordée par arrêté pris en Conseil d'administration, après avis du Conseil de l'Instruction publique organisé par l'arrêté du 12 août 1903.

Art. 2. — Pour être autorisé à former un établissement d'enseignement secondaire, il faut être Français, âgé de 25 ans, avoir au moins le diplôme de bachelier et justifier d'un stage minimum de deux ans comme professeur ou surveillant dans un établissement d'enseignement secondaire public ou libre, soit en France, soit dans une colonie française.

Art. 3. — Le certificat de stage sera délivré par l'Inspecteur primaire de la colonie, sur l'attestation des chefs des établissements où le stage aura été accompli.

Ces attestations, dûment légalisées, jointes au certificat, devront énoncer :

1^{re} Les noms, prénoms, âge et lieu de naissance du postulant ;

2^{de} L'époque où le stage a commencé, la nature des fonctions remplies et la durée du stage.

Lorsque le Chef de l'établissement est décédé, absent ou empêché, son attestation peut être suppléée par un acte de notoriété publique.

Pour vérifier la sincérité des attestations, l'Inspecteur primaire pourra prendre tous renseignements utiles.

Art. 4. — Le chef de la colonie, sur avis du Conseil de l'Instruction publique, peut accorder des dispenses d'âge et de stage.

Art. 5. — Sont incapables d'être admis dans un établissement privé d'enseignement secondaire, ou d'y être employés, les individus qui ont subi une condamnation criminelle ou pour un délit contraire à la morale ou aux mœurs, les individus privés par jugement de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code Pénal, et ceux qui, ayant appartenu à l'Instruction publique ou privée ont été interdits de l'exercice de leur profession.

Art. 6. — Toute personne qui voudra ouvrir un établissement privé d'enseignement secondaire, devra en adresser la demande au Chef de la colonie.

Elle joindra à cette demande son acte de naissance, l'extrait de son casier judiciaire, le certificat de son mariage, s'il est marié, son certificat de stage, l'indication des lieux où elle a résidé et des professions qu'elle y a exercées pendant les dix années précédentes, le plan des locaux affectés à l'établissement, l'indication de l'enseignement qu'elle compte donner, et la liste des professeurs, répétiteurs et surveillants qu'elle desire employer, avec l'indication de la fonction qu'ils remplissent.

A cette liste seront annexés, pour chacun des employés énumérés : son acte de naissance, son extrait de casier judiciaire, son certificat de mariage ainsi que l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il y a exercées pendant les dix années précédentes.

Art. 7. — La réunion en la personne du postulant, des conditions requises pour la formation d'un établissement privé d'enseignement secondaire, n'entraînera pas pour le Chef de la colonie, l'obligation d'accorder l'autorisation demandée.



Art. 8. — Les établissements privés d'instruction secondaire ne peuvent pas donner l'enseignement primaire. Ils ne pourront recevoir que des élèves âgés de 10 ans révolus.

Art. 9. — Tout Chef d'institution devra faire connaître au Chef de la Colonie et à l'Inspecteur primaire, les modifications qu'il voudra apporter à la disposition des locaux de son établissement et les mutations qui surviendront dans son personnel. Il sera tenu de produire pour chaque employé nouveau les pièces prescrites au dernier paragraphe de l'article 6.

Art. 10. — Toute modification dans la composition du personnel et dans la disposition des locaux devra, au préalable, être approuvée par le chef de la colonie, en Conseil d'administration, après avis pris du Conseil de l'Instruction publique.

Art. 11. — Chaque Chef d'établissement est tenu d'avoir deux registres spéciaux cotés et paraphés et visés par l'Inspecteur primaire. Il devra inscrire sur l'un les noms, prénoms, date et lieu de naissance des élèves qui fréquentent son établissement, ainsi que les certificats dont ils sont munis; sur l'autre, les noms, prénoms, date et lieu de naissance des répétiteurs ou surveillants qu'il emploie avec l'indication de la fonction qu'ils remplissent. Ces registres devront être communiqués à toute réquisition des autorités préposées à la surveillance et à l'inspection.

Art. 12. — Les établissements privés d'instruction secondaire sont soumis au contrôle et à la surveillance de l'Inspecteur primaire de la Colonie.

Ce contrôle porte sur la moralité, l'hygiène et la salubrité; il ne peut porter sur l'enseignement qu'en ce qui a trait à la morale et au maintien du respect de la Constitution et des Lois.

L'inspecteur est aussi chargé de veiller à la stricte application des articles 8, 9, 10 et 11. Il signalera toute contravention à l'Administrateur et au Procureur de la République.

Art. 13. — Les Chefs d'établissements privés sont entièrement libres dans le choix des méthodes, des programmes et des livres, réserve faite pour les livres qui auraient été interdits par le Chef de la Colonie en Conseil d'administration, après avis pris du Conseil de l'Instruction publique.

Art. 14. — En cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, l'autorisation pourra être retirée, après avis du Conseil de l'Instruction publique.

Art. 15. — Le présent arrêté sera communiqué et enregistré partout où besoin

sera et publié au *Journal officiel* de la colonie.

St-Pierre, le 5 avril 1909.
DIDELOT.

Le voilà donc ce chef d'œuvre, si longtemps attendu. Contentons-nous de le saluer et de... l'admirer.

D'autres plus compétents que nous en la matière ne manqueront pas sans doute d'y découvrir le défaut de la cuirasse; car nous ne pouvons croire qu'on puisse impunément porter ainsi atteinte à la liberté d'enseignement, même dans une petite colonie comme St-Pierre et Miquelon.

Nous y reviendrons.

L'ARMEMENT.

Depuis l'arrivée de la «Californie» le 26 mars, le temps a été presque constamment beau, aussi l'armement des goélettes locales s'est fait rapidement et dans d'excellentes conditions.

Depuis huit jours elles sont toutes parties et nous ne pouvons que leur souhaiter bonne réussite.

Comme boîtes les équipages ont de l'encornet salé de l'an dernier et des castors pour les bulots; beaucoup ont pris, à titre d'essai, une certaine quantité d'encornet gelé provenant du Frigorifique.

Cette boîte, à la sortie était parfaitement conservée, et nous avons bon espoir que les pêcheurs s'en trouveront bien; ce sera un encouragement pour l'avenir.

Le décret du 13 janvier 1908 ayant été appliqué à St-Pierre il a fallu fournir aux goélettes les nombreuses boîtes à eau et à huile, les sacs pour le filage de l'huile, les toris-volants porte-amars, les ceintures de sauvetage et les bouées lumineuses prévues par le règlement.

En principe nous ne sommes pas ennemis de ces mesures de précaution, mais nous trouvons tout de même qu'elles sont poussées un peu loin, d'autant plus que l'achat de tous ces engins est fort dispendieux pour l'armement déjà si onéreux à St-Pierre.

En vertu de l'article 8 du décret que nous venons de citer, on a fait subir aux matelots, patrons de pêche, ainsi qu'aux autres, l'examen qui y est prescrit afin de se rendre compte s'ils sont aptes à la lecture des cartes marines et s'ils connaissent l'usage des fanaux ainsi que des signaux de route, dans les différents cas qui peuvent se présenter au cours de la navigation.

Nous approuvons cette mesure, nous n'admettons pas en effet qu'on puisse confier la conduite d'un bateau et par suite, la responsabilité de l'existence d'un nombreux équipage, à un marin qui est incapable de se rendre compte sur la carte de sa position, ou qui, par son ignorance des signaux, peut être la cause de lamentables catastrophes; seulement nous sommes surpris que cet examen n'ait pas été passé avant le départ de France, ce qui semblait logique.

Nous avons aussi constaté des modifications sérieuses dans la nomenclature des vivres entre autres dans la ration d'alcool qui a été diminuée et c'est, de toutes les nouvelles prescriptions, celle qui nous fait le plus plaisir.

Nous avons déjà traité longuement cette question dans la «Vigie» et nous y revenons encore.

Nous sommes toujours d'avis que la suppression complète de la ration d'alcool et son remplacement par du vin en plus grande quantité et des boissons chaudes, thé, café, amènera forcément une amélioration sensible dans la santé des hommes, sa répercussion sur le travail fournie que sur l'ordre et la propreté qui régneront à bord des bateaux pêcheurs. qui hélas! il faut bien l'avouer, sont jours loin d'être satisfaisants.

Mais... car il y a un mais, il ne faut pas faire les choses à demi.

Dans quelques années, c'est entendu, l'alcool sera supprimé à bord des bateaux pêcheurs mais à terre, pendant les séjours entre chaque voyage, pendant l'armement et le désarmement les tentations sont nombreuses pour ces grands enfants que sont les marins et c'est là, là surtout, qu'ils s'abrutissent, se dégradent et se mettent dans des états qui les font ressembler à des bêtes plutôt qu'à des hommes.

Nous n'hésitons pas à déclarer hautement que la présence des nombreux cabarets qui existent à St-Pierre est un danger pour la santé publique.

Si l'on fait le trajet du Pont-Boulo au bureau du Port, on n'en compte pas moins de neuf et il y en a bien d'autres en ville. Jugez par là si la tentation est grande et si le pauvre marin, débarquant après 20 ou 40 jours passés entre le ciel et l'eau, y succombe rapidement.

Aussi le mal causé par ces établissements est beaucoup plus grand que celui fait par la ration très restreinte d'alcool absorbée sur les bancs, d'autant plus qu'en mer, avec le travail acharné que fournissent ces hommes, l'alcool qu'ils boivent est très vite et

miné.

Il n'en est pas de même à terre. Au cabaret le marin boit souvent verre sur verre (et dans la plupart des cas quelle boisson, grand Dieu!) ; il sort de là ivre, divagant dans les rues, roule dans le ruisseau et se donne en spectacle aussi, croyez-le, ces orgies ont une répercussion pendant de longues journées sur le travail et sont, dans bien des cas, la cause d'accidents fatals sur les bancs ou dans le port, les doris chavirant, les hommes se noient, pourquoi? Parcequ'ils sont encore sous l'influence abrutissante de cet alcool funeste.

Qu'on nous permette de faire ici une constatation :

Il y a quelque temps, une brochure nous est tombée entre les mains, elle donnait le compte rendu de la pêche dans le district de Gloucester, (Etats-Unis) pendant l'année 1907.

Nous y avons lu que, au cours de cette année, 192 goélettes ont armé à Gloucester pour la pêche à la morue, au flétan, au maquereau etc. Ces goélettes montées par environ 3,000 hommes, et la mortalité ne s'est élevée qu'à 19.

Sur ces 19 décès, 9 ont été causés par maladies, 4 par des enlèvements à la mer et 6 seulement ont été occasionnés par des accidents.

Or, en 1908, sur 33 goélettes, St-Pierre et montées par 918 hommes, il s'est perdu 30 hommes noyés dans leurs doris, soit que les embaucations aient chaviré, soit que les malheureux qui les montaient soient partis en dérive.

La comparaison n'est pas en faveur des Français, cependant ils ont la réputation d'être les premiers marins du monde. Est-ce que nos matelots n'auraient plus le courage, la hardiesse, l'entrain et l'assurance de leurs aïeux les Jean Bart, les Laforen, les Duquesne et les Surcouf? Non certes! nous sommes persuadés au contraire qu'à ce point de vue ils n'ont pas dégénéré, nous n'en voulons pour preuve que ces admirables équipages de notre flotte de guerre, qui, quoi qu'on en ait dit depuis quelques temps, sont toujours des hommes disciplinés, robustes, rompus à toute épreuve, physiques et prêts, comme leur cœur, à tous les dévouements.

Alors qu'y a-t-il donc? D'où vient cette sorte d'infériorité du marin pêcheur français par rapport au marin pêcheur américain ou anglais? C'est bien simple. Au service on ne boit pas d'alcool, au banc on en boit beaucoup trop.

Nous l'avons dit, le marin du banc, quand il est à terre fréquente trop les établisse-

ments dits «Cafés» où il se consomme de tout sauf du café. Il y boit plus que de raison, s'enivre, s'abrutit et pendant de longs jours son cerveau est encore obscurci par les vapeurs de l'alcool, ses membres sont comme endoloris, il n'a plus d'énergie et c'est alors, pour la plupart du temps qu'arrivent les accidents terribles.

Il faut enrayer cela, il faut sinon supprimer, du moins diminuer considérablement le nombre des cabarets sans cela l'abolition de la ration d'alcool n'atteindra pas son but.

Dans certains pays le nombre de cafés est proportionné à celui des habitants.

Qu'on en fasse autant à St-Pierre et surtout qu'on surveille les boissons qui y sont servies, la plupart du temps elle sont de qualité inférieure.

Nous venons d'indiquer en même temps que la cause du mal le remède qu'il convient d'employer : notre rôle se borne là!

Puisse nos paroles avoir de l'écho auprès des Pouvoirs publics; c'est à eux qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour enrayer le terrible fléau qui dans ce dur métier de la pêche à Terre-Neuve fait tant de veuves et d'orphelins

L'Administration!

Nous ne sommes pas de ceux qui se laissent éblouir par ce mot magique ou qui seraient tentés de regarder comme sacrilège toute incursion sur le domaine de cette... *Charmante princesse.*

Sans doute nous n'avons point l'habitude d'escalader le mur, dont elle a soin de l'entourer pour y porter la dévastation; mais nous ne croyons pas que ce soit un crime de jeter, par dessus, un coup d'œil furtif, afin de nous rendre compte de ce qui s'y passe, c'est même notre devoir.

Que de choses nous aurions à dire à ce sujet! Nous préférons encore attendre un peu afin de ne parler qu'en parfaite connaissance de cause de ce que nous voudrions nous avoir à parler.

Par ici, nous payons plus d'impôts qu'en aucun autre pays nous avons des lois, il nous semble, à être aussi bien servis sinon mieux que partout ailleurs; or c'est peut être pas ce qui se passe en ce moment.

Pour aujourd'hui nous ne voulons faire qu'une personnalité, mais on aurait tort de s'imaginer que ce sera avec des promes-

ses jamais suivies d'aucun effet qu'on arrivera à nous fermer la bouche.

Comme beaucoup d'autres nous nous sommes laissés prendre aux *bonnes paroles* et aux *bonnes intentions*; mais tout cela ne dure qu'un temps, maintenant nous voudrions voir des.... *Actes.*



ÇA CONTINUE.

Il y a trois mois, la «Vigie» signalait les dépenses considérables et inutiles dont allait être grévée le budget pour frais de voyage d'un préposé des douanes qu'on avait fait venir de France, alors qu'il était si simple d'en recruter un sur place.

Aujourd'hui nous avons à signaler de nouvelles et aussi inutiles dépenses, par suite du départ en congé administratif d'un autre préposé des douanes accompagné de sa femme et de ses enfants.

Raisonnons : Si on a fait venir un préposé en janvier, c'est probablement qu'on en avait besoin pour la bonne marche du Service, rien de plus logique.

Comment alors expliquer qu'au moment où il y a le plus d'ouvrage on en renvoie un autre en France se ballader? Nous demandons une réponse.

Hélas! nous avons beau crier, tempêter, on continuera à gaspiller notre pauvre argent en se moquant de nous.

Autre chose : M^{me} Thibault, directrice de l'école des filles, est en congé de convalescence, on a appris il y a quelque temps qu'elle ne devait plus revenir à St-Pierre; M^{me} Picandet la remplace; alors, pourquoi M^{me} Thibault émarge-t-elle encore au budget? Mystère!

Au surplus nous pouvons bien payer les frais de ballade des employés, les émoluments des directrices d'école qui n'appartiennent plus au cadre de St-Pierre, puisqu'il y a quelques années nous avons payé pendant de longs mois trois gouverneurs à la fois.

J'allais oublier : Il y a quelques mois les deux instituteurs de l'Île-aux-Chiens, M. & M^{me} Plécat découvrent soudain que le pays ne leur plaît pas, qu'ils ont la neurasthénie; ou quelque autre maladie à la mode.

Vite ils adressent une demande, vite on leur accorde un congé et... les voilà partis, à nos frais bien entendu.

A qui le tour, faut passe gêner, ce sont les St-Pierrais qui paient.

DERRIÈRE HEURE.

AFFAIRE DE L'ÎLE-AUX-CHIENS.

La population de l'Île de plus en plus indignée contre les misérables auteurs du complot qui se découvre petit à petit multiplie les témoignages de sympathie envers son curé.

Elle reconnaît hautement son dévouement, elle le porte en triomphe, mais elle lui fait un reproche : celui d'avoir pardonné à la dernière heure à des gens qui allaient être punis sévèrement, c'est d'avoir fait des démarches, jeudi matin, pour adoucir et ramener au minimum ce qu'il était trop tard pour arrêter.

Et en effet, Monsieur le Curé interviewé par un de nos reporters a dû avouer que son cœur n'avait pu résister aux supplications et aux larmes de cette pieuse et digne femme qui s'appelle Madame Jézéquel et que par pitié pour elle, il avait consenti à recevoir la visite et les excuses de Louis Jézéquel son fils, et de Yves-Marie Jézéquel son mari.

Nous ne voulons commenter ce trait de bonté : il est vraiment inouï.

Tribune libre.

Nous recevons de M. Louis Jézéquel la lettre suivante :

Père à M. le Directeur de la Vigie de vouloir bien insérer dans son prochain numéro les lettres d'excuses que mon père et moi venons d'écrire à Monsieur le Curé de l'Île-aux-Chiens.

Nous sommes à votre disposition pour les frais d'insertion.

Signé : Louis JEZEQUEL.

Île-aux-Chiens, 20 avril 1909.

Bien que M. Jézéquel soit un de nos adversaires politiques les plus acharnés, nous accédons à son désir et nous publions ces lettres :

Île aux Chiens, 20 avril 1909.

Monsieur le Curé,

Je viens vous supplier en mon nom et au nom de ma pauvre mère, d'arrêter ou d'adoucir autant que vous le pourrez mon affaire de diffamation;

Je vous affirme que c'est par inconscience et sans intention de nuire que j'ai répété ces choses que j'avais entendues et que je ne crois pas.

J'ai donc recours à votre grande indulgence et je vous prie de tout oublier pour ne voir en moi que voire paroissien très respectueux et très reconnaissant.

Louis JEZEQUEL

Île-aux-Chiens, le 20 avril 1909.

Monsieur le Curé,

Permettez-moi de vous adresser un grand merci pour la grande bonté dont vous venez de faire preuve envers mon fils.

Je regrette autant que lui les paroles qu'il a pu prononcer et dont il n'a pas pesé les conséquences, et afin que tout le monde le sache bien comme réparation morale, je vais communiquer sa lettre et la mienne à la presse.

Daignez agréer, Monsieur le Curé, l'expression de ma reconnaissance et de mon respect.

JEZEQUEL Yves-Marie.

TRIBUNAUX.

Jeudi dernier, a comparu devant le Tribunal de simple police le nommé Henri Gater, inculpé de diffamation envers M. le Curé de l'Île aux Chiens.

Le Tribunal l'a condamné à 5 francs d'amende et 50 francs de dommages intérêts.

Le lendemain ce même individu a comparu devant le tribunal correctionnel pour la même affaire, ainsi que M. Louis Jézéquel.

Le Tribunal a remis le jugement à huitaine.

Monologue

Le Mal Patté.

J' suis « mal patté » c'est pas ma faute
Si papa m'a « patté » comme ça
J' peux bien porter la tête haute
Avec ces deux ornements-là.

D'autant plus que partout en ville
J' pass' pour avoir beaucoup d'esprit
Et j' siég'rais à l'Hôtel de Ville
Si j'avais les pieds plus petits.

Mais j' suis loin de m' faire de la bile
Comin' certains d' mes concitoyens
Y a tant d' façons de s' rendre utile
A son pays quand on l' veut bien.

Ainsi, l'hiver, je m' fais « Chass'-neige »
D' puis qu' la Municipalité
N'a plus l' rond pour enl'ver la neige
Avec mes pieds j' l'a met d' côté.

J' suis pas cornu' mon voisin d'en face
Qui pass' son temps, on le sait bien
Dans ses « asperges » et la « melasse »
De son ami... le pharmacien.

Moi j' veux servir la République
A elle mes pieds et mes mains
J' suis partisan d' l'Eco' Laïque
Et j' pri' pour eil' tous les matins.

C'est p' l' être pour qu'on m' persécute
Car on dit qu' j'ai les pieds trop grands
Et ch' que jour je suis en butte
Aux sobriquets d' tous les passants.

On m'en dit de toutes les sortes
« Mal patté ci ! Mal patté là ! »
J' puis pas sortir devant ma porte
Sans ouïr de ces boniments-là.

Ma femme est môme, chose étonnante
A chaque instant a moine de moi
Dès que j' fourre mes pieds sous la table
Elle m' dit les chiens avec effort.

D'autres disent que j' suis le complice
D' ceux qui dévalent sur les chars
Qu' si assez, tant qu' ça finisse
Je n' suis pour rien dans leurs ordures.

Pour le dire d'heur tant que j' me tais
Toutent j' pourrais en bannier trois
« P'tit c'chiens », nom d'un paillard
J' les dénonc' tous le prochain fois.

TOUST-PASSERON.

AVIS IMPORTANT

Paraîtra prochainement dans la "Vigie" un article sensationnel, expliquant la trame du complot.

ULLMO à l'Île-aux-Chiens

A VENDRE OU A LOUER ENSEMBLE OU SÉPARÉMENT

L'habitation Beust et fils

Comprenant: Magasin à sel
morue, à marchandise, charpente-
terie, tonnellerie, comptoir, écurie,
boulangerie, maisons d'habita-
tion, grèves, cales, prairies.

Pompe aspirante et refoulante,
bureaux et divers objets etc.

S'adresser à Monsieur Joseph Nicollas.

NOUS ACHETONS

les timbres poste ayant servi de

ST-PIERRE ET MIQUELON

en parfait état propres et sans déchirures à

1 c. 0 f 75 le cent	2 c. 1 f 00 le cen
4-5 c. 2 f 00	10 c. 3 f 00
15 c. 2 f 50	20 c. 4 f 00
25 c. 4 f 00	30 c. 4 f 50
40 c. 12 f 50	50 c. 20 f 00
75c-1f. 30 f 00	Payement p. retour

Adresser communication-envois à

THÉODORE CHAMPION ET C

Paris - 13 Rue Drouot - Paris.

Imp. LA VIGIE -- Le Gérant : W. Lafèvre.